

GENÈVE

UN PAS IMPORTANT VERS L'UNITÉ DE L'EUROPE

Dans la revue « Europe » N° 1 de 1970, a paru un article particulièrement intéressant pour ceux auxquels l'idée de l'unité de l'Europe tient à cœur. Cet article est dû à la plume de notre dévoué collaborateur Bernard Gygi, l'actif président de la section de Lancy. Nos lecteurs le liront avec un intérêt soutenu.

DÉCEMBRE 1969 : UN GRAND MOIS POUR L'EUROPE

« Les dates des 2, 12 et 22 décembre 1969 resteront gravées dans la mémoire des Européens attentifs à la progression du continent vers son unité. Pour la première fois depuis longtemps, les représentants de nations réunis pour négocier ont vraiment travaillé dans un esprit communautaire et dans le respect des idéaux auxquels nous sommes restés attachés : volonté, mise rapidement en application, d'achever l'Europe économique et de l'élargir — La Haye et Bruxelles ; volonté, aussi, de ne pas permettre au « chancre » du totalitarisme de pénétrer dans l'Europe en voie de constitution — Paris, à propos de la Grèce. Certes, il ne s'est pas agi d'un miracle, ni d'une conversion totale à la cause européenne, balayant à tout jamais la défense des intérêts particuliers. Néanmoins, nul n'a constaté d'affrontements excessifs, de coups de théâtre, ni de froid glacial — comme ce fut trop souvent le cas dans les rencontres précédentes. Mais un vent de sérénité a volé sur ces nombreuses séances qui aboutirent, à l'image de l'état d'esprit qui aimait leurs participants, à des solutions constructives et progressistes.

UN VRAI SOMMET

La question pouvait se poser de savoir s'il valait la peine d'engager des chefs d'Etat et des premiers ministres dans une rencontre où la présence de secrétaires mandatés impérativement aurait pu suffire. Qui ne gardait en mémoire le souvenir amer du sommet de 1967 ? Mais les acteurs avaient changé, ce qui fit tout. En face d'un Willy Brandt prestigieux, Pompidou comprit que la continuité et la fidélité au gaullisme devaient céder devant les faits, et la réalité l'emporter sur les mythes.

Première conséquence : l'achèvement, l'approfondissement et l'élargissement des communautés européennes n'étaient plus des termes incompatibles, excluant même à priori toute discussion avec des candidats. La possibilité de mener de front ces trois démarches, sans trahir le Traité de Rome et sans s'écarter de l'union économique, faisait l'objet d'un long texte de communiqué final adopté à l'unanimité.

L'ACHÈVEMENT OU L'AFFAIBLISSEMENT DES POUVOIRS NATIONAUX

Achever la période transitoire de l'union douanière était chose faite ; passer à l'union économique s'avérait plus difficile. Un grand pas a été franchi dans cette direction à La Haye d'abord, le 2 décembre, puis à Bruxelles, trois semaines plus tard.

Les principes acceptés en Hollande confirment le point de non-retour atteint par les communautés ; ils accentuent le processus de transfert des compétences nationales au niveau international, montrant que la voie, même tortueuse, choisie par les créateurs de la CEE pour aller au fédéralisme n'a pas été abandonnée : l'Europe disposera de ressources propres que les Etats lui céderont ; le Parlement européen en verra ses pouvoirs en matière de budget augmentés ; le problème de son mode d'élection se posera enfin en termes réels et pourra, sans délais excessifs, vraisemblable-

ment trouver une solution. « L'engrenage », comme l'écrivit l'éditorialiste du « Monde » du 23 décembre, a repris sa marche ; l'intégration des pays membres se dessine nettement, selon le type fédéral, qu'on le veuille ou non.

En effet, à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères, des Finances et de l'Agriculture ont décidé en pratique ce qui l'avait déjà été au niveau des intentions dans la capitale néerlandaise.

UN COMPROMIS DYNAMIQUE

Pour 1970, une clé de répartition nouvelle des contributions des Etats membres aux ressources des communautés a été fixée. La part de la France y est supérieure — elle passe de 25,2 à 28 %. Il s'agit d'une concession provisoire, destinée à mieux engager les cinq partenaires dans les étapes suivantes où l'on appliquera véritablement, cette fois, le principe du transfert communautaire : de 1971 à 1975, Bruxelles recevra la totalité des prélèvements agricoles, une partie croissante des droits de douane provenant des produits industriels, et des contributions budgétaires des Etats. En 1975, l'Europe des Six sera devenue financièrement autonome. Elle vivra des prélèvements déjà mentionnés, de tous les droits de douane, et d'un pourcentage des TVA (taxe à la valeur ajoutée) nationales.

Ce règlement dynamique n'est définitif qu'en apparence. Il devra être modifié en cas d'adhésion de nouveaux membres. Cependant, s'il sera possible de le changer techniquement, il le sera moins de le faire quant à ses fondements : l'unanimité sera nécessaire... On voit donc ici l'étroite corrélation, inscrite dans les faits, de l'achèvement et de l'élargissement.

(A suivre.)

A LA COMÉDIE

LE PRIX

D'ARTHUR MILLER

Dans une excellente adaptation de Thierry Maulnier et une mise en scène sobre et efficace de Raymond Rouleau, les Karsenty-Herbert nous ont apporté cette œuvre du célèbre auteur américain, popularisé par des œuvres antérieures à caractère social comme « La Mort du Commis Voyageur », « Les Sorcières de Salem » « Vu du Pont », « Les Misfits » et j'en passe.

« Le Prix » se déroule entre les quatre murs d'un grenier, à l'occasion d'une vente de vieux meubles. Il s'agit d'en fixer le prix avec un vieux marchand juif. Deux frères vont s'y affronter, l'un ayant réussi socialement et financièrement, l'autre un raté, dont les alibis vont être démasqués et qui devra constater que s'il a gâché son existence, c'est qu'il n'a pas payé le prix de l'existence.

Claude Dauphin, dont le rôle du vieux marchand juif, marchand, fait une création éblouissante. Dominique Rozan (le raté) et Jean-François Remi (celui qui a réussi) sont deux frères qui progressivement se révèlent dans l'opposition de la réussite sociale et de l'absurdité de l'échec, comme dans l'acceptation de ses possibilités s'opposant aux rêves inassouvis masquant une personnalité réelle. Yvette Etiévant, dans le rôle qu'elle a créé à Paris, est — comme toujours — excellente.

Cette pièce douloureuse, qui met en cause l'argent, cette puissance destructrice qui condamne ceux qui observent sa loi comme ceux qui la refusent, a empoigné le public, qui en a suivi les péripéties dans un profond silence.

C.-S. Mueller.

Le Grand-Casino, alias Eldorado, est-il la proie des spéculateurs?

Jeudi dernier les sections de la ville du Parti socialiste genevois ont tenu une importante assemblée extraordinaire sous la présidence de Jean Brulhart, conseiller municipal et président de la section de Genève, rive droite.

Cette assemblée qui avait réuni un grand nombre de militants fut consacrée en majeure partie aux problèmes d'urbanisme et de construction, notamment à la reconstruction du quartier des Grottes et au projet — en panne — du futur Grand-Casino alias Eldorado. Claude Ketterer, maire de Genève et responsable du Département des travaux de la ville, fit un tour d'horizon complet de ces divers problèmes.

A l'issue d'une large discussion, l'assemblée a décidé à une forte majorité la déclaration suivante :

Il y a bientôt une année que le projet Eldorado a été accepté par le peuple et l'on attend toujours la signature du contrat entre la ville de Genève et Sofedine S.A., société promotrice de la reconstruction du Grand-Casino.

Les bruits les plus divers circulent au sujet de cette société qui n'a pas les fonds propres nécessaires pour réaliser le projet qu'elle avait présenté.

Les droits dont bénéficie Sofedine S.A. sont négociés ouvertement et offerts au plus offrant donnant naissance à une inévitable spéculation. Il est devenu évident que Sofedine S.A. n'est pas en mesure de réaliser à elle seule le projet Eldorado ; c'est la raison pour laquelle elle s'est adressée à la Société générale pour l'industrie.

Le Parti socialiste s'inquiétant de cette situation pose les questions suivantes au Conseil administratif :

— Est-il exact que Sofedine S.A. a des difficultés financières et que plusieurs de ses membres ont quitté la société ?

— Est-il exact que Sofedine S.A. n'a toujours pas les fonds nécessaires pour reconstruire le Grand-Casino

et que d'autres milieux financiers ont été contactés ?

— Le Conseil administratif a-t-il fixé un délai à Sofedine S.A. pour signer la convention et fournir les garanties financières à cet effet ?

Le Parti socialiste genevois qui a lors de la votation recommandé le rejet de ce projet en raison de sa conception et de son caractère spéculatif estime que le Conseil administratif doit interrompre ses pourparlers avec Sofedine S.A. et présenter un nouveau projet qui tienne davantage compte des intérêts de la collectivité tout entière.

LES SECTIONS DE LA VILLE DE GENÈVE DU PARTI SOCIALISTE.

M^e PIERRE-A. PILLET

notaire

M. ALBERT DUSSOIX

praticien en droit

ont l'honneur d'informer leur clientèle qu'ils se sont attaché, dès le 1^{er} février 1970, la collaboration de

M^e Jean-Rodolphe CHRIST

notaire

11, place du Molard
1211 GENÈVE 3

Tél. 26 22 44

P. 60247 X

Offres d'emploi

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

cherche pour l'Ecole de médecine (Institut de morphologie)

une téléphoniste réceptionniste

de langue maternelle française.

Entrée en fonction tout de suite ou date à convenir.

Adresser offres avec curriculum vitae, copies de certificats et photographie au chef du personnel de l'Université, place de l'Université, 1211 Genève 4.

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

cherche pour l'adjoint au secrétaire général

une secrétaire qualifiée

habile sténodactylographe, douée d'initiative. Des notions de l'anglais et de l'allemand seraient un avantage.

Entrée en fonction tout de suite ou date à convenir.

Adresser offres avec curriculum vitae, copies de certificats et photographie au chef du personnel de l'Université, place de l'Université, 1211 Genève 4.

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

offre plusieurs postes à des

secrétaires sténodactylographes qualifiées

de langue maternelle française et douées d'initiatives. Il s'agit d'emplois stables à temps plein.

Entrée en fonction tout de suite ou date à convenir.

Adresser offres avec curriculum vitae, copies de certificats et photographie au chef du personnel de l'Université, place de l'Université, 1211 Genève 4.

OFFRES D'EMPLOI

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Département des travaux publics

Service de l'assainissement

Une inscription est ouverte en vue de l'engagement de personnel pour les grandes installations d'assainissement.

Mécaniciens

pour la station d'épuration et les ateliers d'Aire-Vernier.

Serrurier

pour les ateliers d'Aire.

Mécanicien électricien

pour la station d'épuration d'Aire.

Electricien

pour l'usine d'incinération des Cheneviers (Aire-la-Ville).

Jardinier

pour la station d'épuration d'Aire.

Nous demandons : — certificat fédéral de capacité ; — 5 ans de pratique au minimum ; — nationalité suisse ; — âge limite : 45 ans.

Nous offrons : — un emploi stable ; — un salaire adapté aux connaissances professionnelles ; — un travail intéressant sur des installations modernes ; — des prestations sociales intéressantes.

Mancœuvres

pour les grandes installations d'assainissement de Richellen-Versoix, Aire et Cheneviers (Aire-la-Ville).

Nous demandons : — nationalité suisse ; — âge limite : 45 ans.

Nous offrons : — un emploi stable ; — un salaire intéressant ; — des prestations sociales étendues.

Les offres accompagnées d'un curriculum vitae doivent être adressées au Département des travaux publics, bureau du personnel ouvrier, case postale, 1211 Genève 3.

La société coopérative de ferblanterie et d'appareillage SOCOFERAP

a le pénible devoir de faire part du décès de son fidèle associé et ami

Monsieur Jacques NASO

Nous conserverons de lui le meilleur des souvenirs.

Pour les obsèques, se référer à l'avis de la famille.

